



Panorama



Bulletin d'Information de l'Ambassade des Etats-Unis au Sénégal

18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal • Tél. (221) 33 829 21 00 • Fax : (221) 33 822 23 45
<http://dakar.usembassy.gov> • Numéro 92 • Mai - Juin 2008

Actualités

- Prestation de serment de nouveaux volontaires américains 1
- Revue Annuelle Conjointe entre l'USAID et le Gouvernement du Sénégal 3
- Des potagers assurent des revenus à des personnes vivant avec le VIH4
- L'Ambassade des Etats-Unis célèbre la liberté de la presse 5

Politique Etrangère

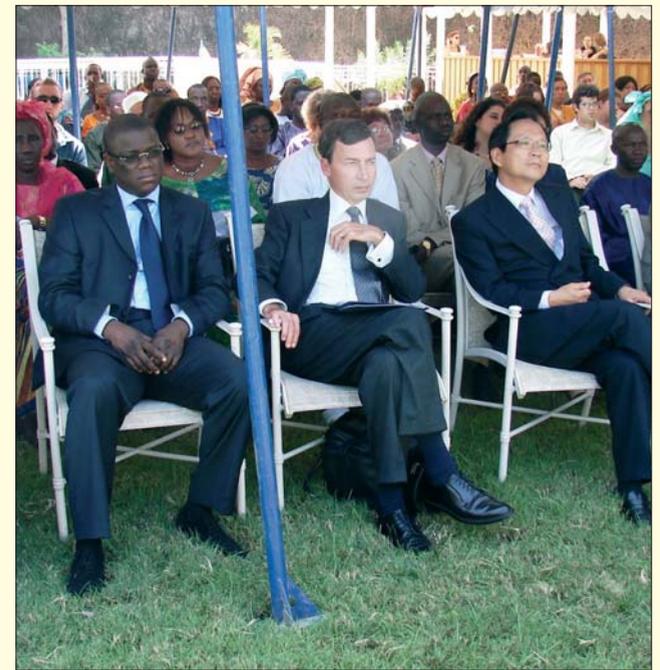
- John McCain et Barack Obama, principaux candidats à la présidence des Etats-Unis 6
- Une fondation américaine facilite la création de petites entreprises en Afrique ..7
- Les États-Unis augmentent leur aide humanitaire à la Chine et à la Birmanie 8

Focus

- L'Ambassade des Etats-Unis célèbre Journée Internationale de la Terre 10
- Des spécialistes mesurent les effets du réchauffement climatique sur l'homme 11

Prestation de serment de nouveaux volontaires américains

Les nouveaux volontaires américains, coréens et japonais ont officiellement prêté serment le vendredi 09 mai 2008 en présence du Chargé d'Affaires des Etats-Unis d'Amérique au Sénégal, Monsieur Jay Smith, de l'Ambassadeur du Japon au Sénégal, Monsieur Takashi Saito, de l'Ambassadeur de Corée au Sénégal, Monsieur Choi Dong Hwan et du Secrétaire Général de la Présidence de la République, Monsieur Abdoulaye Baldé.



MM. Abdoulaye Baldé, Jay Smith, Choi Dong Hwan et Takashi Saito ont présidé la cérémonie de prestation de serment

A

Au nombre de 36, ces volontaires dont ceux du Corps de la Paix américain viennent de terminer leur stage linguistique, technique et culturel au Sénégal. La semaine prochaine, ils vont commencer deux ans de travail dans les villages et les villes du Sénégal.

Le Corps de la Paix est une agence du gouvernement américain qui œuvre pour la promotion de la paix à travers le monde, en partageant l'une des plus grandes ressources de l'Amérique, à savoir les volontaires. Ses objectifs sont :

- aider les populations des pays intéressés à satisfaire leurs besoins en ressources humaines qualifiées ;
- aider à promouvoir une meilleure compréhension du peuple américain par les populations assistées ;
- et aider à la promotion d'une meilleure compréhension des autres peuples par le peuple américain.

Le Sénégal compte environ 160 volontaires du Corps de la Paix qui interviennent dans l'Education pour la Santé, le Développement des Petites et Micro Entreprises, l'Agriculture, la Gestion des Ressources Naturelles, l'Education Environnementale et l'Ecotourisme dans toutes les régions du pays, de Saint-Louis à Saraya, de Fongolimbi à Foundiougne, de Kanel à Kolda. Le choix des domaines d'intervention se fait sur la base des besoins exprimés par le gouvernement du Sénégal et les affectations dans les villages et les villes se font de concert avec les autorités Sénégalaises.

Depuis l'appel du Président John F. Kennedy en 1961, plus de 190.000 volontaires du Corps de la Paix ont servi dans 139 pays. Environ 1000 nouveaux volontaires sont engagés dans le cadre de la loi sur le VIH/SIDA promulguée par le Président Bush. On note environ 58% de femmes dans les rangs des volontaires et une moyenne d'âge de 28 ans. Ils continuent à apporter leur soutien aux personnes désirant « bâtir une meilleure vie pour elles-mêmes, leurs enfants et leurs communautés », comme le souhaitait le Président Kennedy.



Une volontaire américaine recevant sa lettre d'affectation



Vue des nouveaux volontaires

Revue Annuelle Conjointe entre l'USAID et le Gouvernement du Sénégal

L'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) et le Ministère de l'Economie et des Finances ont procédé, le mardi 30 avril 2008, à la Revue Annuelle Conjointe entre l'USAID et le Gouvernement du Sénégal.

La Revue Annuelle Conjointe du programme de l'USAID est une rencontre annuelle entre l'USAID et le Gouvernement du Sénégal pour faire le point sur l'état d'avancement de l'exécution des projets financés par l'USAID. Cette année, elle a été co-présidée par le Ministre du Budget, Monsieur et le Directeur de l'USAID, Monsieur Kevin Mullaly, en présence des représentants des ministères techniques concernés.

Dans son discours prononcé au cours de la cérémonie de clôture M. Kevin Mullaly a informé que « l'année dernière, le partenariat entre l'USAID et le gouvernement du Sénégal a été un facteur essentiel de promotion de progrès notables dans l'amélioration de l'efficacité du développement au Sénégal. Et qu'au cours de la réunion d'octobre dernier du Groupe consultatif de Paris entre le gouvernement du Sénégal et ses principaux bailleurs de fonds, les bailleurs de fonds participants et le gouvernement du Sénégal se sont engagés à améliorer leur dialogue en coordonnant les

activités afin de suivre avec davantage d'efficacité le Document de Stratégie et de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. »

Il s'est dit « heureux de témoigner de l'une des nombreuses réussites du partenariat au cours de l'année écoulée, qui met en relief la coordination des bailleurs de fonds ». En effet, « dans le secteur de l'éducation, l'USAID et le gouvernement du Sénégal ont respecté leur engagement et construit neuf établissements d'enseignement secondaire, grâce à un dispositif de remboursement à somme fixe qui s'est avéré être un modèle intéressant pour combiner les ressources des bailleurs de fonds et la planification et les systèmes de passation de marchés du gouvernement ».

M. Mullaly a également tenu à noter que « l'un des aspects importants de la stratégie actuelle de l'USAID, qui a été élaborée avec le gouvernement du Sénégal, est d'aider à poursuivre des réformes en matière de bonne gouvernance. Le gouvernement du Sénégal a le grand mérite d'avoir adopté un nouveau code de passation des marchés et d'avoir mis en place une Commission de lutte contre la corruption. Cette Commission doit à présent être dotée de l'autorité lui permettant de faire des enquêtes sur des cas de corruption et des recommandations en vue de poursuites judiciaires ».



Le Directeur de l'USAID, M. Kevin Mullaly et le Ministre du Budget, M. Ibrahima Sarr

A

Des potagers assurent des revenus à des personnes vivant avec le VIH

Les personnes vivant avec le VIH/SIDA doivent mener un combat quotidien contre la stigmatisation afin de gagner le respect de leur statut par la communauté. Pire encore, plus de 85% des 3000 personnes vivant avec le VIH/SIDA (PVVIH) qui vont se faire traiter au centre de traitement ambulatoire de Dakar ont du mal à survivre avec moins de 500 francs CFA par jour. Face à cette situation, l'USAID est intervenue pour aider bon nombre d'entre eux à accéder à une meilleure nutrition et participer à une activité de maraîchage qui leur procure plus d'amour propre et d'opportunités d'interaction sociale.

Depuis juin 2002, l'USAID finance le centre pour assurer la prise en charge des salaires du personnel, les soins et services, y compris l'éducation à la nutrition et la distribution de rations alimentaires. Le centre promeut aussi le counseling et le dépistage volontaire, supervise les centres de traitement ambulatoire régionaux et aide l'association des PVVIH à effectuer des visites domiciliaires pour prodiguer des soins.



Des sénégalais vivant avec le VIH/SIDA s'occupant de leurs produits

Avec Family Health International, son agence d'exécution, et Development in Gardening, une organisation non gouvernementale, l'USAID a commencé d'appuyer l'activité de jardinage en janvier 2007. Les malades du VIH/SIDA non seulement reçoivent des légumes pour leur alimentation mais aussi ont la possibilité de travailler dans le jardin et apprendre de nouvelles techniques de jardinage. Les jardins de Dakar et de Ziguinchor sont maintenant autosuffisants puisqu'en plus de produire assez de légumes pour les besoins des malades internés, ils dégagent des surplus vendus au marché qui génèrent de précieux revenus aux PVVIH employés.

Mieux encore, ces néo-maraîchers ont pu maîtriser les nouvelles techniques de jardinage et créer leur propre jardin à domicile. "Dans mon quartier, je suis devenue une petite vedette du jardinage" se réjouit l'une d'eux sous le sceau de l'anonymat. "Et je partage mon savoir avec quiconque en manifeste l'intérêt". Sa mère, la seule du quartier à connaître son secret, confirme que le petit jardin s'est avéré être "un énorme soulagement pour toute la famille et une source de fierté pour ma fille".

Le projet de jardinage a assuré une meilleure nutrition et plus de revenus aux PVVIH qu'il a aussi réussi à réunir dans un environnement social productif et solidaire. Cette solidarité agissante et cette affection mutuelle ont porté des fruits d'un autre genre puisque cinq couples de néo-jardiniers ont scellé une union dans le mariage.

Mme M. Diop, séropositive de 45 ans, est veuve et mère de deux adolescents. Suite au décès de son mari en 1999, elle eut la désagréable surprise d'apprendre sa séropositivité. Au début, elle vécut dans l'isolement craignant d'être rejetée par sa famille. Pour aller effectuer ses visites de contrôle à l'hôpital, elle se couvrait la tête pour ne pas être reconnue. Mais depuis 2002 elle fréquente le centre de traitement ambulatoire et a repris goût à la vie. Elle confie : "Les techniques de jardinage que j'ai apprises m'occupent et nous sont très utiles. C'est comme si hier je trébuchais dans le noir et aujourd'hui je marche dans la lumière".

Le Sénégal est considéré partout à travers le monde comme l'une des vitrines du continent en matière de prévention du VIH. En tant que donateur de premier plan, l'USAID a noué un partenariat avec le gouvernement du Sénégal dans le domaine de la lutte contre le VIH/SIDA depuis 1987. Le peuple américain contribue actuellement pour plus de 3 millions de dollars par an aux efforts de prévention de l'infection à VIH et de soins et appui aux personnes vivant avec le VIH/SIDA.

L'Ambassade des Etats-Unis célèbre la liberté de la presse

La Journée mondiale de la liberté de la presse a rappelé au monde que 171 journalistes ont été tués dans l'exercice de leur métier en 2007 et que des centaines d'autres ont subi des menaces, ont été incarcérés ou torturés, a déclaré l'Organisation des Nations unies. C'est en 1993 que l'Assemblée générale de l'ONU a désigné le 3 mai Journée mondiale de la liberté de la presse.

Selon le directeur général du Comité de protection des journalistes, dont le siège est à New York, M. Joël Simon, personne n'avait pensé au moment de l'instauration de la Journée mondiale de la liberté de la presse qu'elle aurait une aussi grande résonance.

Les gouvernements répressifs craignent les médias indépendants

Selon le président d'Internews Network (organisation non gouvernementale qui encourage les médias indépendants), M. David Hoffman, la Journée mondiale de la liberté de la presse est importante « parce qu'elle nous rappelle le rôle vital que les médias dont l'activité est libre et transparente jouent en appuyant la démocratie et la société civile et en encourageant la transparence au sein des pouvoirs publics.

M. Hoffman, dont l'organisation est financée en partie par le département d'État et par l'Agence américaine pour le développement international, s'est déclaré d'avis que la répression dont les médias indépendants faisaient l'objet dans un grand nombre de pays était le thème le plus important de la Journée mondiale de la liberté de la presse. Certains pays, a-t-il dit, ont des lois qui protègent les médias, mais ils ne les appliquent pas.

Une réaction brutale contre les médias a commencé de se manifester, selon lui, à la suite de la « révolution rose » en Géorgie et de mouvements semblables qui ont eu lieu dans d'anciens pays communistes de l'Europe centrale et orientale et de l'Asie centrale.

« De nombreux gouvernements répressifs craignent les médias indépendants dans leur pays du fait du rôle primordial » que la presse a joué pour encourager ces mouvements. M. Hoffman a cité à cet égard la Russie où les médias indépendants ont dû cesser leurs activités. En 2007, le gouvernement russe a également expulsé les journalistes d'Internews Network pour des raisons « purement politiques » en prétextant que cette organisation avait enfreint la réglementation sur les changes, a-t-il dit

L'importance de la Journée mondiale de la liberté de la presse dans les nouvelles démocraties

Conseiller du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en matière de médias, M. William Orme a souligné l'importance de cette journée dans les pays en voie de démocratisation. « C'est le moment, a-t-il dit, de soutenir les journalistes qui souvent sont en danger, marginalisés ou menacés. C'est le moment où la communauté internationale reconnaît officiellement la grande importance des médias indépendants et d'un régime démocratique. »

La Journée mondiale de la presse n'est pas uniquement pour les journalistes. Elle sert aussi à rappeler tant à la population qu'aux États que l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme garantit la liberté d'expression et le droit d'échanger des informations. La plupart des pays sont signataires de ce document, a fait remarquer M. Orme.

Au Sénégal, pour célébrer cette journée, l'Ambassade des Etats-Unis a organisé en collaboration avec la Convention des Jeunes Reporters une conférence sur le thème « Liberté de la presse et sécurité internationale ». Cette conférence animée par M. Ibrahima Bakhom s'est déroulée à Thiès et a vu la participation d'une vingtaine de journalistes de Dakar, Mbour et Thiès.

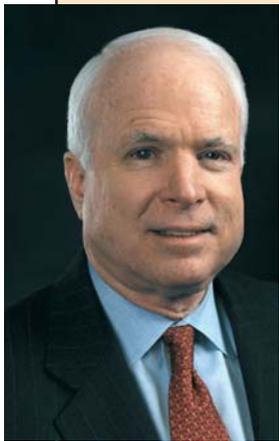


Monsieur Ibrahima Bakhom animant une conférence sur la liberté de la Presse

P

John McCain et Barack Obama, principaux candidats à la présidence des Etats-Unis

John McCain



John McCain, actuellement sénateur de l'Arizona, serait le président le plus âgé s'il est élu. Sénateur depuis 1986, il est connu pour avoir proposé des lois pour la réforme du financement des campagnes et des activités de lobbying.

M. McCain, dont le père et grand-père étaient dans la marine, a passé aussi 22 ans dans la marine. Il est allé au Vietnam, où il fut prisonnier de guerre pendant plus de cinq ans et a reçu de nombreuses médailles militaires. M. McCain s'est également présenté aux élections présidentielles de 2000 mais a perdu l'investiture face à George W. Bush.

John McCain est né le 28 août 1936 dans la zone du canal de Panama (Canal Zone), où son père était stationné pour la marine. Il a fait ses études supérieures à l'Académie navale des États-Unis. Sa femme Cindy travaille pour plusieurs œuvres caritatives. Il a sept enfants, dont un fils qui est rentré récemment d'Irak et une fille adoptée dans un orphelinat de mère Teresa au Bangladesh.

Barack Obama



Barack Obama, qui effectue son premier mandat de sénateur de l'Illinois, sera le premier président afro-américain des États-Unis s'il est élu. Au Sénat depuis 2004, M. Obama a parrainé une proposition de loi permettant aux contribuables américains de savoir comment leurs impôts sont dépensés. Il fait partie de la Commission des anciens combattants, qui supervise la prise en charge des soldats qui se sont battus en Irak et en Afghanistan.

Auparavant, Barack Obama a travaillé en tant que travailleur social à Chicago et fut avocat spécialisé dans les droits civiques et a rempli deux mandats de sénateur au Sénat de l'Illinois.

M. Obama est né le 4 août 1961 à Hawaï et a habité dans de nombreux pays dont l'Indonésie. Sa mère est originaire du Kansas et son père était kényan. M. Obama est allé à l'université de Columbia à New York et a obtenu sa maîtrise de droit à Harvard dans le Massachusetts. Barack et Michelle Obama, qui fut également avocate pour ensuite travailler à l'université de Chicago, ont deux petites filles.

Position des candidats sur les grands dossiers

Le changement climatique

John McCain déclare que « garantir un air non pollué, une eau potable, l'utilisation durable des sols et des espaces verts est une responsabilité patriotique. » M. McCain souhaite limiter les émissions de dioxyde de carbone en faisant agir les lois du marché et en privilégiant les nouvelles technologies et l'énergie nucléaire pour réduire la dépendance du pays face à ses sources d'approvisionnement en pétrole. Il a été à la tête d'une proposition au Sénat visant à réduire de 65 % les émissions de dioxyde de carbone prévues pour 2050 et est convaincu que le changement climatique est une question de sécurité nationale.

Quant à Barack Obama, il pense que les États-Unis ont la responsabilité de laisser une planète verte et propre aux générations futures. M. Obama a proposé un plan d'investissement de 150 milliards de dollars sur 10 ans pour encourager le développement des biocarburants et promouvoir les énergies renouvelables. Il a également demandé le doublement des budgets pour la science et la recherche sur les énergies propres. M. Obama a déclaré qu'il créerait un Forum mondial sur l'énergie qui rassemblerait les pays les plus grands consommateurs d'énergie pour discuter des questions de l'environnement.

Les relations internationales

McCain est depuis longtemps partisan de la promotion de la démocratie en Afrique et au Proche-Orient. Il s'est exprimé contre le

président russe et s'est réjoui de la démission de Fidel Castro à Cuba. M. McCain est prêt à coopérer avec le président pakistanais pour lutter contre Al-Qaïda. Il ne veut pas rencontrer les dirigeants d'États dangereux sans en définir les conditions préalables.

M. Obama s'est déclaré « disposé à rencontrer les dirigeants de tous les pays, alliés ou ennemis ». S'il est élu, il souhaite élargir le corps diplomatique américain, lutter contre la pauvreté dans le monde, développer les capacités de coopération entre les travailleurs humanitaires et l'armée et renforcer l'OTAN. Il souhaite également relancer les relations avec les pays asiatiques pour « s'assurer que la Chine respecte les règles du jeu international. »

Le commerce

John McCain est favorable à l'ALENA. Il a également soutenu le DR-CAFTA et les accords commerciaux avec Oman, Singapour, le Chili et les pays andins. Il a voté pour la normalisation des relations commerciales avec le Vietnam et la Chine et est en faveur du développement des échanges avec les pays en développement. M. McCain souhaite développer les programmes de formation et de recyclage professionnel pour les Américains qui perdent leur emploi lorsque leurs entreprises se délocalisent et pour les aider à retrouver un emploi en « profitant de la libéralisation des échanges et de l'innovation ».

M. Obama a indiqué que s'il est élu, il s'assurera que « tous les accords commerciaux que les États-Unis signeront comprennent des normes qui respectent les conditions de travail, les règles de sécurité sur le lieu de travail et la protection de l'environnement pour protéger non seulement les travailleurs mais aussi les consommateurs. » M. Obama s'est opposé au DR-CAFTA en raison de doutes concernant les conditions de travail et la protection de l'environnement. Longtemps opposé à l'ALENA, Barack Obama a déclaré qu'il agira avec détermination, et envisage même le retrait potentiel du traité, pour veiller à ce que les accords parallèles sur les conditions de travail et la protection de l'environnement soient appliqués de manière efficace. Il soutient également le conditionnement de tout accord commercial avec la Chine au respect des droits de l'homme et des conditions de travail.

Une fondation américaine facilite la création de petites entreprises en Afrique

Grâce à l'aide d'une fondation américaine, l'U.S. African Development Foundation ou USADF, des femmes, des jeunes et des handicapés de 18 pays africains ont une vie meilleure et réalisent leur aspiration à subvenir à leurs besoins tout en contribuant au renforcement de l'économie de leur pays.

Le président de cette fondation, M. Lloyd Pierson, qui est un ancien haut responsable de l'Agence des États-Unis pour le développement international et du Corps de la paix, a déclaré récemment que c'étaient les Africains eux-mêmes qui avaient eu l'idée des projets de création de petites et moyennes entreprises que son organisme finançait. Il s'agit, a-t-il dit, d'encourager des particuliers ou des groupes dans des zones rurales à soumettre des propositions.

L'USADF œuvre de concert avec des organisations non gouvernementales (ONG) pour mettre en œuvre ses programmes de développement, a-t-il expliqué. Des responsables de ces organisations sont à la recherche de projets intéressants et s'emploient sans cesse à encourager le développement économique au niveau local.

Les projets financés par l'USADF sont en général de petite taille. Le financement le plus important accordé à un projet ne dépasse pas en général 250.000 dollars. L'USADF, dont le budget pour 2008 est de 30 millions de dollars, cherche à doubler le montant qu'elle accorde, et qui a pour source l'argent des contribuables américains, en obtenant la participation d'investisseurs et également du pays d'accueil. Ce pays a ainsi un enjeu dans la réussite des projets qu'il finance en partie.

« Il est important, a dit M. Pierson, d'obtenir les fonds nécessaires, mais il est aussi important d'obtenir de la part du pays d'accueil son engagement à apporter un soutien aux catégories de la population que nous aidons. »

En vertu des statuts de l'USADF, a-t-il indiqué, les projets qu'elle finance doivent appartenir en totalité à des Africains et être administrés également par des Africains. « Il s'ensuit que nous n'envoyons pas un grand nombre de consultants pour mettre en œuvre ces projets. Nous cherchons des Africains capables de le faire. »

Au cours des vingt-trois dernières années, l'USADF a financé 1.800 projets, dont près de 1.200 petites et moyennes entreprises, et le montant de ce financement a atteint jusqu'ici 150 millions de dollars environ.

Un des projets couronnés de succès est celui de Gahaya Links au Rwanda qui exporte aux États-Unis des paniers en sisal, dont la vente est assurée par la chaîne de grands magasins Macy's. Quelque 3.500 femmes, au lieu de 27 à ses débuts, travaillent actuellement pour ce projet et gagnent 14 dollars par semaine au lieu de 1 dollar par jour.

Gahaya Links, qui donne à des artisanes et à 40 coopératives accès à des débouchés à l'étranger, contribue à améliorer la vie de Rwandaises et des membres de leur famille.

Parmi les autres petits projets que l'USADF a financés récemment au Rwanda figurent un projet d'exportation de café produit par de petits cultivateurs, un projet de production laitière et l'introduction de la culture de la grenade par de petits exploitants.



M. Pierson Président de la fondation USADF

Tous les projets financés par l'USADF contribuent à créer des emplois et à améliorer les conditions de vie de la population locale, aussi bien dans le domaine économique que dans les domaines de la santé et de l'enseignement.

Par ailleurs, cette fondation a facilité la mise en œuvre de plusieurs projets destinés à aider des handicapés. M. Pierson a cité à titre d'exemple l'entreprise Godisa Technologies au Botswana qui fabrique des chargeurs solaires de piles conçus par elle et plusieurs modèles d'appareils acoustiques perfectionnés et dont le chiffre d'affaires atteint maintenant près de 335.000 dollars.

Une étude réalisée dans 7 pays a confirmé le bon fonctionnement des appareils acoustiques de Godisa Technologies. Des appareils semblables fabriqués en Europe sont quatre fois plus cher. Quant à son chargeur de pile, il a obtenu le premier prix du Design Institute de l'Afrique du Sud et il a été exposé dans un musée de design de New York.

Godisa Technologies emploie pour assembler ses appareils acoustiques des personnes dont l'acuité auditive est diminuée. Elle vend la plupart de ses appareils à des ONG américaines et européennes qui les distribuent à des personnes démunies dans une trentaine de pays.

Elle a aussi aidé des ONG dans des pays en développement (dont le Brésil, la Jordanie et les Philippines) à y lancer la production d'appareils acoustiques et de chargeurs solaires.

L'USADF est actuellement active dans les 18 pays suivants : le Bénin, le Botswana, le Burundi, le Cap-Vert, le Ghana, la Guinée, le Libéria, le Mali, la Namibie, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, le Rwanda, le Sénégal, le Swaziland, la Tanzanie et la Zambie.

Les États-Unis augmentent leur aide humanitaire à la Chine et à la Birmanie

Dans la foulée du tremblement de terre qui a frappé la province du Sichuan le 12 mai dernier, les États-Unis ont intensifié leur aide humanitaire à la Chine en lui fournissant pour plus de 815.000 dollars d'aide qui comprend notamment des équipements spécialisés pour la recherche et le sauvetage.

Et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) d'affirmer, le 19 mai : « Dans le cadre de cet effort, une équipe de neuf de nos spécialistes va se rendre en Chine pour former des secouristes à l'utilisation de ces équipements. Cela porte l'aide totale de l'USAID à la Chine à plus de 1,3 million de dollars. » Les équipements en question devaient arriver à Chengdu, la capitale de la province, le 21 mai.

Le 20 mai, M. et Mme Bush se sont rendus à l'ambassade de Chine à Washington afin de signer un livre de condoléances pour les victimes du tremblement de terre. « Nous sommes venus exprimer nos condoléances pour ceux qui pleurent la disparition d'êtres chers. Nous sommes prêts à répondre à toutes les demandes d'aide du gouvernement chinois », a dit M. Bush.

Le 12 mai dernier, un tremblement de terre d'une magnitude de 7,9 a frappé la province chinoise du Sichuan. Il y a eu ensuite de nombreuses répliques qui, selon les autorités, ont toutefois diminué d'intensité. La Chine a déclaré une période de deuil de trois jours à partir du 19 mai.

Selon l'ambassade des États-Unis à Pékin, le tremblement de terre a entraîné l'effondrement de près de 500.000 bâtiments dans l'ensemble de la province.

« L'USAID va continuer de suivre l'évolution de la situation et de coordonner son action avec le gouvernement chinois afin de fournir l'aide nécessaire aux victimes de cette catastrophe. Cette aide est acheminée au fur et à mesure que le gouvernement chinois en fait la demande, mais l'USAID et l'armée des États-Unis sont prêtes à livrer des secours supplémentaires », affirment des responsables du gouvernement Bush.

De plus, l'Agence nationale du renseignement géo spatial fournit des images satellite des zones dévastées au gouvernement chinois pour l'aider à faire le bilan des dégâts. Par ailleurs, deux avions-cargos de type C-17 Globe master



Président bush signant le livre de condoléances à l'Ambassade Chine à Washington

ont atterri à l'aéroport international Shangqiu de Chengdu avec une cargaison de vivres, d'eau, de couvertures, de lanternes, de groupes électrogènes et d'outils prélevés sur les stocks humanitaires de l'armée des États-Unis à Hawaï et à Guam.

Le gouvernement chinois a annoncé que l'on dénombrait à ce jour 40.000 victimes et 32.000 disparus. Il pense que ce bilan va encore s'alourdir et que l'on franchira la barre des 50.000 victimes.

Du 16 au 19 mai, le ministère américain de la défense a effectué sept vols humanitaires entre Utapao (Thaïlande) et Rangoun (Birmanie). Ces secours, comprenant notamment des abris, de l'eau et des trousseaux d'hygiène, d'une valeur d'environ 414.400 dollars, ont été remis directement à des organisations non gouvernementales.

À ce jour, les équipes de l'USAID et de l'armée chargées de l'aide aux victimes de catastrophes ont effectué 31 vols humanitaires entre Utapao et Rangoun, afin de secourir plus

106.000 personnes. Le ministère américain de la défense affirme que ces vols humanitaires ont permis de livrer 330 tonnes d'eau, de vivres, de moustiquaires, d'abris, de trousseaux d'hygiène et de fournitures médicales.

La Birmanie a déclaré une période de deuil de trois jours à partir du 20 mai pour les victimes du cyclone Nargis. À l'ONU, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires évalue le nombre de victimes à entre 63.000 et 101.000, et le nombre de disparus à 220.000. Le gouvernement birman quant à lui avance les chiffres de 77.700 pour les victimes et de 55.900 pour les disparus.

On compte en outre, selon l'ONU, 550.000 personnes déplacées par le cyclone. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires estime que l'aide internationale a atteint environ 500.000 Birmans, dont 20 % ont été touchés par le cyclone.

L'USAID affirme que l'aide des États-Unis à la Birmanie se monte à ce jour à plus de 19 millions de dollars.



Vue de l'aide humanitaire américaine à l'aéroport de Shangqiu (Chine)

L'Ambassade des Etats-Unis célèbre la Journée Internationale de la Terre

Pour célébrer la Journée Internationale de la Terre, l'Ambassade des Etats-Unis à Dakar a organisé un quiz le mercredi 23 avril 2008 au Centre Culturel Léopold Sédar Senghor de Pikine. Ce quiz a réuni des élèves issus de 20 écoles de Dakar et a été l'occasion d'éveiller les consciences sur la protection de l'environnement.

La journée de la terre a fêté cette année ses 38 ans. Il est évident que de plus en plus de sociétés et communautés à travers le monde découvrent les bienfaits de la participation à la protection de l'environnement. Les consommateurs apprécient les produits peu gourmands en énergie et plusieurs pays, dont les Etats-Unis, ont institué des avantages pour les entreprises qui recyclent.

Les États-Unis, qui jouent un rôle de premier plan dans la protection de l'environnement, sont décidés à aider les pays du monde entier à parvenir au développement durable tout en préservant leurs ressources naturelles et en contribuant à l'assainissement de l'air, à la qualité de l'eau et à la santé des écosystèmes.

Nous vous proposons ci-après des extraits un article de Mme Paula Dobriansky, sous-secrétaire d'État aux affaires mondiales. Son portefeuille comprend les océans, l'environnement international et les questions scientifiques.



Une participante au quiz recevant son prix

« Le mouvement moderne de défense de l'environnement a débuté aux États-Unis le 22 avril 1970 avec la tenue de la première Journée de la Terre. Les principaux éléments de la législation environnementale américaine se sont ensuite mis en place : la loi de 1970 sur la politique nationale de l'environnement, la loi de 1970 sur la salubrité de l'air, la loi de 1972 sur la qualité de l'eau, la loi de 1973 sur les espèces menacées, la loi de 1976 sur la conservation et la régénération des ressources et la loi « Superfund » de 1980, visant à assainir les sites gravement pollués. La plupart de ces lois et initiatives écologiques ont été parmi les premières mesures de ce genre dans le monde.

En communiquant à d'autres pays nos expériences des 30 dernières années, nous avons appris que la salubrité de l'air et de l'eau et la santé des écosystèmes sont des objectifs fondamentaux communs à tous. Nous avons également appris que les problèmes écologiques ne sont pas circonscrits par les frontières nationales et que la Terre est un système fait d'éléments imbriqués.

Pour faire face aux problèmes environnementaux mondiaux, les États-Unis participent activement à plus de 200 négociations internationales portant sur des traités écologiques, notamment des accords visant à protéger la couche d'ozone, à préserver les marécages, à sauvegarder les espèces menacées, à conserver les ressources naturelles, à développer des pêcheries durables et à limiter l'utilisation de produits chimiques dangereux.

Les États-Unis prennent également des mesures concrètes pour s'attaquer à certains des plus grands problèmes de développement qui se posent au monde, tels que l'amélioration de la santé humaine, la conservation des ressources naturelles, l'accroissement du développement économique et l'atténuation de la pauvreté. Au Sommet mondial sur le développement durable qui a eu lieu en 2002 à Johannesburg (Afrique du Sud), les États-Unis étaient à la pointe des efforts internationaux de promotion du développement durable.

Les États-Unis ont engagé près d'un milliard de dollars dans le cadre de leur initiative intitulée « De l'eau pour les pauvres », qui a pour but d'aider à atteindre l'objectif de la Déclaration du Millénaire de l'ONU consistant à faire diminuer de moitié, d'ici à 2015, le nombre de personnes qui manquent d'eau potable. Dans les deux ans et demi qui se sont écoulés depuis le sommet de Johannesburg, ce partenariat a permis d'améliorer l'approvisionnement en eau et les services sanitaires de plus de huit millions de personnes.

Des spécialistes mesurent les effets du réchauffement climatique sur l'homme

Selon les estimations de l'OMS, dont le thème de la Journée mondiale de la santé est « Protéger la santé face au changement climatique », le réchauffement de notre planète a causé en 2000 plus de 150.000 décès supplémentaires, et cette tendance se poursuit.

Climat et santé

Les conditions météorologiques et le climat ont toujours eu une incidence sur la santé de l'homme : du temps de la préhistoire, les hommes ont connu aussi bien le froid glacial que la canicule ou la famine du fait de l'absence de végétation.

Dans un article sur les changements climatiques et les mesures de santé publique qui vient de paraître en mars dans la revue médicale *American Journal of Public Health*, le docteur Howard Frumkin, qui est à la tête du Centre national de l'écosalubrité, et ses collègues soulignent que les inondations, les cyclones, les tornades et les feux de forêt sont la cause de blessures, de décès et de déplacement de populations.

« Toute une catégorie de maladies, les maladies tropicales, est nommée en raison d'un climat particulier, disent-ils. Le climat et les conditions météorologiques influencent la distribution et les risques de nombreuses maladies à transmission vectorielle telles que le paludisme, la fièvre de la vallée du Rift, la peste et la dengue. Les conditions météorologiques entraînent aussi le risque de maladies transmises par la nourriture et par l'eau et de nouvelles maladies infectieuses telles que la fièvre

hémorragique due à des hantavirus, la fièvre hémorragique due au virus d'Ebola et la maladie due au virus du Nil occidental. »

Parmi les exemples de l'incidence du réchauffement climatique sur la santé figurent les 35.000 décès dus la canicule en Europe pendant l'été 2003, les 3,3 millions de décès dus aux maladies diarrhéiques, au paludisme et à la sous-alimentation en 2002, ainsi que les 55.000 cas de dengue au Brésil, qui ont entraîné près de 70 décès à Rio de Janeiro, au cours des quatre derniers mois.

Selon le docteur Jonathan Ptasz, qui enseigne à l'université du Wisconsin à Madison et qui fait partie depuis 1995 des principaux auteurs des rapports d'évaluation du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat de l'ONU, le réchauffement climatique a une influence sur plusieurs maladies infectieuses, dont un grand nombre sont transmises par des insectes.

« Un tout petit changement de température, a-t-il dit, peut modifier le cycle de transmission et le temps de reproduction des parasites dans les insectes à sang froid. C'est pourquoi une hausse de 1 ou 2 degrés Fahrenheit, voire d'un demi-degré, peut avoir une influence immense sur la transmission du paludisme, par exemple. Le parasite se développe beaucoup plus vite dans l'organisme du moustique, et la température peut changer le nombre moyen de piqûres de moustique par hôte et par unité de temps. En outre, il existe toutes sortes de facteurs amplificateurs lorsqu'on a à faire à un système biologique comme une maladie due à un moustique. »



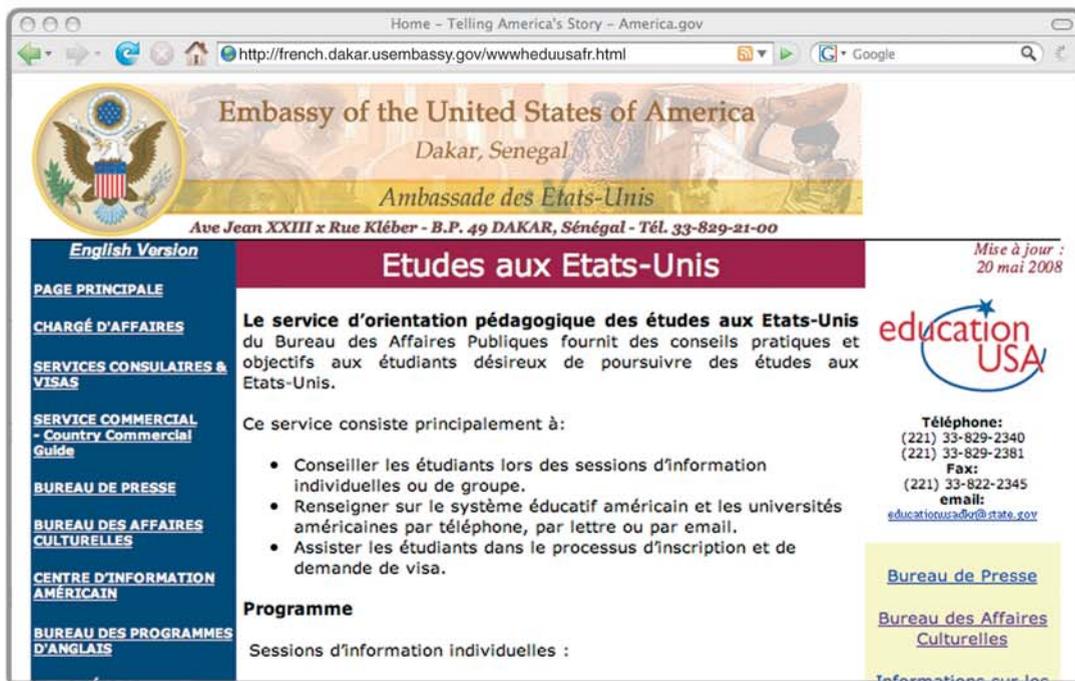
Exemple de changement climatique sur les glaciers canadiens

Panorama

Destinataire :

Quoi de neuf ?

L'Ambassade des Etats-Unis à Dakar a le plaisir de vous inviter à visiter sa nouvelle page web sur les études aux Etats-Unis logée à l'adresse suivante : <http://french.dakar.usembassy.gov/wwwheduusafr.html> . Vous y trouverez toutes les informations relatives au service d'orientation du bureau des Affaires Publiques de l'Ambassade et également tous les conseils pratiques pour les étudiants qui désirent poursuivre leurs études aux Etats-Unis.



Home - Telling America's Story - America.gov
<http://french.dakar.usembassy.gov/wwwheduusafr.html> Google

Embassy of the United States of America
Dakar, Senegal
Ambassade des Etats-Unis
Ave Jean XXIII x Rue Kléber - B.P. 49 DAKAR, Sénégal - Tél. 33-829-21-00

English Version

Etudes aux Etats-Unis Mise à jour : 20 mai 2008

PAGE PRINCIPALE
CHARGÉ D'AFFAIRES
SERVICES CONSULAIRES & VISAS
SERVICE COMMERCIAL
Country Commercial Guide
BUREAU DE PRESSE
BUREAU DES AFFAIRES CULTURELLES
CENTRE D'INFORMATION AMÉRICAIN
BUREAU DES PROGRAMMES D'ANGLAIS

Le service d'orientation pédagogique des études aux Etats-Unis du Bureau des Affaires Publiques fournit des conseils pratiques et objectifs aux étudiants désireux de poursuivre des études aux Etats-Unis.

Ce service consiste principalement à :

- Conseiller les étudiants lors des sessions d'information individuelles ou de groupe.
- Renseigner sur le système éducatif américain et les universités américaines par téléphone, par lettre ou par email.
- Assister les étudiants dans le processus d'inscription et de demande de visa.

Programme
Sessions d'information individuelles :

education USA
Téléphone:
(221) 33-829-2340
(221) 33-829-2381
Fax:
(221) 33-822-2345
email:
educationusa@fr@state.gov

[Bureau de Presse](#)
[Bureau des Affaires Culturelles](#)
[Informations sur les](#)

Panorama

Directeur de la publication : Robin DIALLO

Rédacteur en chef : Oumar WATT

Composition : Angélita MENDY

Conception - Réalisation : POLYAROME

18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal

Tél. (221) 33 829 21 00 • Fax: (221) 33 822 23 45

<http://dakar.usembassy.gov>

